

Commentaires sur les articles fondamentaux concernant la liberté de religion ou de conviction

PRODUCTION INTELLECTUELLE 2 UNITÉ VI



Cofinancé par le
programme Erasmus+
de l'Union européenne

Le soutien apporté par la Commission européenne à la production de la présente publication ne vaut en rien approbation de son contenu, qui reflète uniquement le point de vue des auteurs; la Commission ne peut être tenue responsable d'une quelconque utilisation qui serait faite des informations contenues dans la présente publication.

No. version	Auteur, institution	Date/dernière mise à jour
1	<i>Tim Jensen, University of Southern Denmark</i>	<i>3 décembre 2018</i>
2	<i>Mette Nøddeskou, University of Southern Denmark</i>	<i>11 décembre 2018</i>

COMMENTAIRES SUR LES ARTICLES FONDAMENTAUX CONCERNANT LA LIBERTE DE RELIGION OU DE CONVICTION

Les fondements transnationaux, y compris les conventions, les déclarations et les commentaires européens, concernant la liberté de religion ou de conviction

1.a. Aperçu des textes les plus pertinents dans les déclarations, les commentaires et les recommandations

- 1948 ONU Déclaration universelle des droits humains
- 1950 Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales
- 1966 Pacte international relatif aux droits civils et politiques
- 1981 Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction
- 1993 Observation générale No. 22: Article 18 (Droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion)
- 2013 Conseil de l'Union européenne: Lignes directrices de l'UE sur la liberté de religion ou de conviction
- Commission européenne

En dehors de l'attention déjà accordée aux observations interprétatives, aux lignes directrices inscrites dans l'Observation générale No. 22, aux lignes directrices de l'UE, et aux interprétations inscrites dans les jugements de la Cour européenne des Droits de l'homme ("Court"), on accorde ici une attention particulière à la Convention Européenne ("Convention").

1.b. Les textes fondamentaux et quelques commentaires préalables

1948 LA DECLARATION DE L'ONU

Article 18.

1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

Cette Déclaration universelle a été rédigée juste après la Deuxième Guerre mondiale. Elle est fréquemment lue à la lumière des atrocités commises contre les êtres humains et les groupes identifiés, au moins partiellement, en référence à la religion, par exemple, les Juifs. Mais on doit aussi mentionner comme autre raison de l'article les efforts de certains États de manipuler les populations dans une tentative de contrôler et de modifier la 'vie intérieure' de ces groupes.

Plus loin dans l'histoire, les guerres, les persécutions, et les crimes contre des individus et des groupes aux affinités religieuses, promulguées par des personnes appartenant à une religion ou confession différente, ou par des personnes sans religion ou anti-religieuses, et par des autorités contre des personnes religieuses, est une question de fait; c'est pour cette raison que les pères fondateurs qui ont rédigé ces textes ont probablement voulu un article spécifique sur la religion.

Plutôt que d'avoir des articles sur la protection de la vie de l'individu, du droit à la vie privée et à n'importe quelle idée et opinion, et sur la liberté d'expression, le besoin de protéger la religion en particulier a été constaté.

De plus, ce qui est appelé la "religion", ainsi que "la croyance religieuse", peut être situé dans de nombreuses sociétés comme quelque chose de "spécial", quelque chose qui a une "valeur" particulière (pour les personnes religieuses, mais aussi pour la société), quelque chose d'"élevé" avec plus de valeur que d'autres "valeurs" et "systèmes de croyance". Ces conceptions de la religion étaient susceptibles d'être représentées par les pères fondateurs qui ont rédigé ces textes et qui, pour certains d'entre eux, étaient liés au christianisme occidental. Et cela en dépit du fait que la formulation de l'article 18, tout comme la formulation des déclarations et des conventions qui ont suivi, est normalement perçue comme englobant non seulement la religion et les croyances religieuses et les pensées mais aussi, comme il est stipulé *inter alia* dans l'Observation Générale No. 22, les croyances athées, théistes et non théistes.

Cela nous conduit à dire quelques mots sur les résultats préliminaires d'une analyse sémantique effectuée à partir d'une perspective de l'étude de religions. Quel est le potentiel ou le "sens" implicite des termes utilisés dans l'article 18 ainsi que dans les articles correspondants des déclarations et des conventions internationales (cf. ci-dessous) ?

Alors que la "pensée", la "conscience", la "religion" et la "conviction" sont certes des termes utilisés de façon à distinguer entre chacun d'entre eux, donc indiquant que la "religion" n'est pas exactement la même chose que la "conviction" (et vice versa), la "pensée", et la "conscience", l'association de ces mots indique *également* qu'ils sont étroitement liés. Et, la mise en relation de ces termes, comme s'ils faisaient partie d'une même "essence", est extrêmement répandue parmi les législateurs, les juges, les hommes et les femmes politiques, les scientifiques en matière de droits de l'homme, le grand public, et les personnes religieuses, etc. Avec la propagation des droits de l'homme et les articles sur la liberté de religion ou de conviction, une telle façon de penser la religion s'est étendue dans plusieurs régions du monde en dehors de l'Europe.

Lorsque, en outre, l'article continue de lier ces concepts et ces termes, en même temps qu'il les sépare, les uns des autres, et, en tant que groupe, d'un soi-disant "droit de manifester" (en public ou en privé, individuellement ou en communauté avec d'autres) "la religion ou la conviction", il semble évident de conclure que, pris ensemble en tant que groupe, ils constituent ce qu'on a appelé le "forum internum" de l'être humain. Il s'agit d'un forum interne qui a un droit absolu à la liberté hors de toute ingérence de l'État.

Ceci constitue, une sorte d'"anthropologie", de "psychologie", ou de "religiologie" qui voit la religion comme quelque chose qui, d'abord et avant tout, appartient à la vie intérieure de l'individu, à un état mental primordial et universel qui se caractérise par la croyance, la pensée et la conscience, où cette dernière (à l'origine étroitement liée à une idée d'un dieu moral qui a exhorté l'être humain en ce qui concerne la morale, avec la - bonne ou la mauvaise - conscience en tant qu'une certaine "faculté" qui, avec l'aide de dieu, pourrait ou devrait distinguer le bon du mauvais) est liée aux normes morales au sujet de ce qui est jugé bon ou mauvais et associe la morale avec la religion.

Ce couplage de la religion à la croyance ainsi que - comme il est également constaté par la mise au point sur l'importance d'un soi-disant "libre choix" des individus – au domaine intérieur d'un être humain et sa soi-disante "subjectivité", a conduit la plupart des spécialistes de la religion, en général, et des spécialistes de la religion s'intéressant plus particulièrement à la religion dans les droits de l'homme, à conclure que la formulation des articles sur la religion dans les textes concernant les droits de l'homme est fortement influencée par une

notion occidentale de religion, chrétienne et, en particulier, protestante, elle-même une conséquence de la longue histoire occidentale.

Ainsi, *l'universalité* de ce droit et sa notion implicite de religion est remise en cause, même si, à partir d'une perspective de droits de l'homme, on doit également noter que la Déclaration des Nations Unies de 1948 a été effectivement signée par la grande majorité des États concernés, ainsi que par des États où la notion de religion implicite dans la religion dominante et l'histoire religieuse du pays a divergé de la notion dans la déclaration de 1948 (et des déclarations et des conventions ultérieures).

La notion largement répandue des droits de l'homme selon laquelle la religion est avant tout affaire de *croissance*, et/ou de relation intime, au moins, entre la croyance et la religion, avec la croyance en tant qu'origine individuelle, intérieure et invisible, mais aussi universelle, de la religion et de sa manifestation visible est considérée par plusieurs spécialistes de la religion comme un peu ironique. Pourquoi ? Parce que les spécialistes de la religion, c'est-à-dire les scientifiques spécialisés en matière de ce qui est appelé la "religion", ont essayé pendant plus de trois décennies de "déconstruire" cette notion de religion et de "croissance", ainsi que le lien étroit entre les deux.

Dans plusieurs traditions qui doivent être qualifiées de religieuses, anciennes et contemporaines, ce discours sur la religion, en tant qu'intimement liée à la croyance, la pensée et la conscience, n'aurait pas de sens, et, par conséquent, les notions de "liberté de religion" dans cette perspective pourraient être également mal adaptées.

Dans plusieurs religions, anciennes et contemporaines, les rituels, les pratiques religieuses, les institutions religieuses et les communautés ont la priorité sur tout ce qui peut constituer une partie de l'espace subjectif intérieur et de la "croissance" intérieure d'un individu. Comme la plupart des scientifiques en matière de religion, ces religions n'auront pas "démarré" avec la croyance et le "for interne" mais plutôt avec le "for externe", c'est à dire les rituels et les pratiques religieuses, ce qu'on appelle le culte et les célébrations.

Les spécialistes de la religion auraient tourné à l'envers la "chronologie" et "la cause et effet" implicite dans la formulation de l'article: d'abord et avant tout, "nous" avons les rituels, le culte, les pratiques, en communauté avec les autres. Puis, la personne peut avoir certaines croyances, qu'elle a appris implicitement ou explicitement au travers des pratiques et de la communauté des anciens.

On note, par exemple, que ce n'est pas l'enfant qui choisit de se faire baptiser par les parents, de participer à la messe et de faire la prière à la maison et à l'école. Mais au cours de cette sorte "d'éducation", l'enfant peut croire ou devenir religieux. L'intérieur religieux et la "religion" dans ce sens est quelque chose qui est socialement, culturellement et historiquement "construit" et si cette "croissance" est conçue comme le "noyau" de la religion et si c'est ce qui est protégé, parfois au détriment de la soi-disante "manifestation" (le mot en lui-même indique que quelque chose à l'intérieur, une conviction, un sentiment, se matérialise et prend une forme extérieure), ce que « nous » considérons important en matière de la religion, à savoir les pratiques religieuses et les manifestations de la religion, n'est pas aussi important que les déclarations en matière des droits de l'homme, les conventions, les tribunaux et les États.

Selon le spécialiste de la religion, Donald Wiebe (1979, 234), la croyance, définie par certains philosophes analytiques comme "l'attitude de 'considérer quelque chose comme vrai'", fut une notion "non seulement et simplement inutile dans la tâche d'interpréter le sens de des traditions religieuses historiques, mais aussi certainement trompeuse."

Au sein de l'étude de la religion, la critique de la notion de " religion comme croyance" est ainsi, comme certains l'ont observé (voir en particulier Blum 2018 *passim*), fondée sur une analyse fine de "l'histoire du concept et de l'hypothèse, erronée mais répandue, selon laquelle la croyance constitue un aspect nécessaire ou central de la religion", est liée aux "traditions bien établies au sein des sciences religieuses qui interprètent les croyances religieuses afin de les protéger des évaluations de vérité et de la fausseté". Les spécialistes de la religion ont également exprimé plusieurs "objections à la supposée intériorité subjective impliquée par le concept de la croyance, et le passage à la théorie sociale, selon laquelle 'les croyances individuelles' sont une fausse piste." (Blum 2018, 643).

Donc, il ne s'agit pas de l'idée de "notre" religion et de nos façons d'avoir une religion qui est protégée dans les articles en matière des droits de l'homme et dans ce qui a été appelé le "régime des droits de l'homme". Ce n'est que le genre de religion et de croyance qui a pu entrer dans les articles rédigés par un ensemble limité d'êtres humains à des moments et des places précises dans l'histoire et dans le monde. La nature ou l'exigence universelle des droits de l'homme est donc facilement contestée et perçue comme simplement une autre instance de l'hégémonie du discours occidental. Elle pourrait donc conduire au relativisme et au particularisme en ce qui concerne les droits de l'homme. En même temps, comme il a été mentionné ci-dessus, les notions de religion en termes de droits de l'homme sont très répandues et acceptées comme "naturelles" et "universelles" par beaucoup de gens autour du monde. Elles ont contribué à rassembler une diversité d'individus religieux en tant que religieux avec les droits à la liberté de religion avec la nécessité de faire face ensemble à ce qu'ils prétendent ou ils conçoivent comme des attaques contre eux par une société laïque ou un État laïque.

Mais avant de conclure les discussions sur la notion de religion et/ou (parfois "et", d'autres fois "ou") de croyance, nous devons noter que la croyance - étroitement liée, dans les textes ainsi que dans l'histoire, à la religion, notamment au christianisme sous ses formes protestantes, en particulier à l'histoire occidentale des religions et des idées, ainsi qu'à la religion de nos jours plus généralement – dans les textes en matière des droits de l'homme (et leurs commentaires) sur la liberté de religion ou de conviction est aussi destinée à englober les croyances religieuses non-religieuses, y compris *athées* et *anti-religieuses*. Mais, on pourrait dire, que les croyances non-religieuses sont encore vues au travers de la perspective de la religion, mesurées et définies par rapport à une notion particulière de la religion. En même temps, il devient clair que, concernant la "pensée", tout comme dans les articles sur la liberté de religion et de conviction, il ne s'agit pas de n'importe quel genre de pensée, et que ni la "pensée" ni la "croyance" au discours des droits de l'homme ne devrait être considéré comme identique à une "opinion", comme cela apparaît dans l'article sur la liberté d'opinion et d'expression ("la liberté d'expression"). Bien sûr, tout cela est un peu compliqué, car qui va décider si une opinion n'est plus une opinion mais une conviction et une "pensée" pas seulement une pensée, mais quelque chose de plus ?

Selon Evans (Evans, 2009, 10-11):

"La Cour a soigneusement évité de dire si elle considère certaines formes de conviction comme étant de nature religieuse et, puisqu'elle n'est pas obligée de faire ainsi dans l'application de l'article 9, ceci est une approche sage. Cependant, il est clair qu'elle considère que tout ce qui pourrait être raisonnablement décrit comme une tradition religieuse courante - telle que le bouddhisme, le christianisme, l'hindouisme, l'islam, le judaïsme, le sikhisme – relève de sa portée et a reconnu qu'elle englobe les Témoins de Jéhovah, l'Église de Scientologie et bien d'autres encore. Son applicabilité aux systèmes de pensée convictionnels de nature non-religieuse, comme l'athéisme et le pacifisme, est également bien attestée. Il y a eu plus de difficultés en ce qui concerne des modèles de pensée moins établis ou des croyances qui, bien que sincères, n'offrent pas une 'perspective influente' ayant une même nature globale"

Les notions suivantes, liées à la "croyance", peuvent être utiles:

- Il est accepté communément que la religion consiste en une croyance qui peut se manifester dans l'enseignement, la pratique, le culte et les rites, et que la religion implique un choix, aussi bien que des activités et des actions individuelles et collectives.
- Les croyances religieuses sont souvent traitées comme un type de croyance en général mais distinctes des autres croyances, y compris les convictions philosophiques, politiques ou idéologiques.
- La Cour a précisé que les convictions ("pour bénéficier de la protection en vertu de l'article 9") doivent avoir une "certaine force, être le résultat d'une réflexion sérieuse et revêtir une importance", et ne pas être des "simples opinions ou des sentiments profonds" mais plutôt des convictions philosophiques ou spirituelles avec un contenu formel et identifiable.
- Les croyances sont, souvent des croyances religieuses en vertu de leur objet, c'est-à-dire "un être suprême", "la transcendance", "un être supérieur divin".
- La religion n'implique pas seulement une croyance mais un "ensemble de croyances", "une déclaration de foi", "une croyance" formulée d'une manière spécifique".
- Les croyances théistes, non théistes et athées sont incluses dans la catégorie de "croyance" en ce qui concerne l'article 9 et d'autres articles similaires.
- Le "British Religion and Belief Regulation" (2003) et le "Equality Act" (2010) (cf. Sherwood, p. 33 et 36) l'ont définie ainsi :

1. La croyance doit être professée de façon authentique
2. Elle doit être une croyance et pas une opinion ou un point de vue fondé sur l'état actuel des informations disponibles.
3. Elle doit être une croyance ayant un retentissement important sur un aspect de la vie humaine.

4. Elle doit atteindre un certain degré de force, de gravité, de cohésion et d'importance.

5. Elle doit être digne de respect dans une société démocratique, pas incompatible avec la dignité humaine, ni en conflit avec les droits fondamentaux d'autrui.

Le point n°5, ci-dessus, montre encore plus clairement que cette définition est largement loin d'être "objective" et facilement applicable. Est-ce que la croyance en Jésus-Christ est digne de respect ? La croyance en Satan ? La croyance à Shiva ? La croyance en Ron L. Hubbard et les autres croyances liées à la Scientologie dans les soi-disant "thétans" ? La croyance aux soucoupes volantes ? La croyance à la guérison par l'imposition des mains ? La croyance aux voyages chamaniques dans un autre monde afin de lutter contre les mauvais esprits et rétablir la santé ? Etc.

Liste sélective des sources:

An-Na'im, A. A., 1996, "Islamic Foundations of Religious Human Rights" in: Witte J.J. & J. D. Van der Vyver (eds.), *Religious Human Rights in Global Perspectives: Religious Perspectives*, Martinus Nijhoff Publishers: Boston

Blum, J. N, 2018, "Belief: Problems and Psuedo-Problems", *JAAR*, 2018, vol.86, issue 3, 642-664

Evans, M, D. 2009, *Manual of the Wearing of Religious Symbols in Public Areas*. French edition: Manuel sur le port de symboles religieux dans les lieux publics. Council of Europe Publishing: Strasbourg Cedex

Binderup, L. & T. Jensen (eds.) 2005, *Human Rights, Democracy & Religion*, The Institute of Philosophy, Education, and the Study of Religions, University of Southern Denmark: Odense

Hackett, R.I.J. 2005, "Human Rights and Religion: Contributing to the Debate", in: Binderup, L. & T. Jensen (eds.), *op.cit.* 7-21

Halliday, F. 1996, "Human Rights and the Islamic Middle East", in: Halliday, F. *Islam and The Myth of Confrontation*, Tauris: London, 133-159

Lassen, E.M. 2005 "International Human Rights Law and the Bible: Two International Norm-Setting Standards of the Modern World", in: Binderup, L. & T. Jensen (eds.), *op.cit.* 84-97

Lassen, E.M. 2016, "The EU and Religious Minorities Under Pressure", in: Benedek, W. et al (eds.), *European Yearbook on Human Rights 2016*, Intersentia: Antwerp-Vienna-Graz, 159-172

Mayer, A., 1998, "Islamic Reservations to Human Rights Conventions. A Critical

Assessment" in: Rutten, S. (ed), *Human rights and Islam*, teksten van het op 6 juni 1997 te Leiden gehouden vijftiende RIMO-symposium: Leiden

Mayer, A, 1999, *Islam and Human Rights* , 3rd ed., Westview Press: Boulder

Skovgaard-Petersen, J. 2005, "Islamist Responses to Human Rights: The Contribution of Muhammad al-Ghazzali", in: Binderup, L. & T. Jensen (eds.), *op.cit.* 116-126

Sherwood, Y, 2015, "On the Freedom of the Concepts of Religion and Belief", in: Sullivan, W.F. et al (eds.), *Op. Cit.* 29-44

Sullivan, W. F. et al (eds.), 2015, *Politics of Religious Freedom*, University of Chicago Press: Chicago & London

Wiebe, D., 1979, "The Role of 'Belief' in the Study of Religion: A Response to W.C. Smith", *NVMEN* 26 (2), 234-49.